

**Septième Conférence des États parties
chargée de l'examen de la Convention
sur l'interdiction de la mise au point,
de la fabrication et du stockage des
armes bactériologiques (biologiques)
ou à toxines et sur leur destruction**

6 décembre 2011

Français

Original: russe

Genève, 5-22 décembre 2011

Point 10 de l'ordre du jour

**Examen du fonctionnement de la Convention,
conformément à son article XII**

**Déclaration des Ministres des affaires étrangères des pays
membres de l'Organisation du Traité de sécurité collective
à l'occasion de la septième Conférence des États parties
chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction
de la mise au point, de la fabrication et du stockage
des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines
et sur leur destruction**

**Document soumis par le Bélarus au nom des États membres
de l'Organisation du Traité de sécurité collective**

1. Nous réaffirmons notre soutien inconditionnel à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, laquelle occupe une place centrale parmi les instruments multilatéraux de désarmement et de non-prolifération qui interdisent des catégories entières d'armes de destruction massive.
2. Guidés par l'objectif de l'instauration d'un monde plus sûr et plus prévisible, nous confirmons de nouveau notre attachement au plein respect de toutes les obligations découlant de la Convention et au premier chef l'engagement de ne jamais, en aucune circonstance, mettre au point, fabriquer, stocker, acquérir de quelque autre manière, ou conserver d'armes de ce type, non plus que d'agents biologiques ou de toxines destinés à être employés à des fins hostiles.
3. Nous comptons que, au cours de la septième Conférence d'examen de la Convention, nous parviendrons à élaborer des mesures susceptibles de renforcer réellement l'efficacité du régime établi par la Convention et à convenir d'un ensemble de mesures d'application concrètes.
4. Nous sommes d'avis que la mise en œuvre des décisions prises à la sixième Conférence d'examen de la Convention, notamment à l'effet de tenir des réunions intersessions annuelles avec la participation d'experts, peut fonder l'adoption d'un document final équilibré et substantiel à l'issue de la septième Conférence.
5. Nous estimons que l'universalisation de la Convention sur les armes biologiques constitue pour les États parties l'un des objectifs prioritaires à réaliser. Nous sommes

convaincus qu'il importe de mener une action cohérente et bien ciblée en vue d'associer tous les États sans exception à la Convention. Nous lançons un appel à tous les États qui ne le sont pas encore afin qu'ils deviennent parties à la Convention dès que possible.

6. Nous sommes convaincus qu'une analyse objective et approfondie des problèmes survenus dans le domaine de la sécurité biologique s'impose et que l'évolution actuelle de la biologie, ainsi que les menaces et les risques inhérents à cette évolution, sont autant de motifs des plus sérieux d'élaborer des dispositifs efficaces pour la vérification du respect des dispositions de la Convention. À cet égard, nous partons du principe que l'élaboration d'un dispositif juridiquement contraignant de vérification du respect de la Convention offre le moyen le plus efficace de consolider le régime d'interdiction des armes biologiques ou à toxines et de renforcer la confiance dans le respect de la Convention par tous les États parties. Nous sommes d'avis qu'il importe de poursuivre l'examen de cette question pendant l'intersession de 2012-2015.

7. Nous estimons que les mesures de renforcement de la confiance constituent un moyen important d'assurer la transparence des activités dans le domaine biologique. Il nous paraît raisonnable de poursuivre, pendant la prochaine intersession, les débats sur l'amélioration progressive des mesures de confiance, sous leurs aspects qualitatif et quantitatif, notamment dans le contexte des dernières réalisations scientifiques et techniques.

8. Nous sommes fermement convaincus que l'adoption sans délai, par chacun des États parties, de mesures internes complètes et générales en vue de l'application de la Convention ne peut que renforcer encore le rôle de la Convention en tant qu'important instrument de désarmement multilatéral et concourir aussi à l'élargissement de la coopération internationale à des fins pacifiques, comme prévu à l'article X de la Convention.

9. Étant donné l'évolution rapide des sciences de la vie et de la biotechnologie, nous estimons qu'il est indispensable de nous préoccuper davantage des incidences que le progrès scientifique et technique est susceptible d'avoir sur le régime établi par la Convention. Il serait également utile d'étudier de près les mesures qui pourraient être prises en vue d'améliorer les dispositifs de consultation et d'enquête prévus à l'article V et à l'article VI, respectivement.

10. Nous appuyons les efforts mis en œuvre par le Président de la Conférence d'examen, l'Ambassadeur van den Ijssel, pour faire en sorte que la Conférence mène des travaux de fond substantiels et aboutisse à des résultats significatifs.

11. Nous sommes disposés à travailler d'une manière constructive avec tous les États participant à la Conférence en vue de parvenir à un consensus sur les principales questions examinées à la Conférence et de consolider les efforts déployés par la communauté internationale en vue de tirer tout le profit possible du potentiel de la Convention, pour le bien de l'humanité.